



Distingués invités,

C'est pour moi un honneur et un réel plaisir de me retrouver ici au Centre d'Études Stratégiques et Internationales (CSIS), l'une des plus prééminentes institutions internationales de politique mondiale, axées sur les questions de défense et de sécurité, d'études régionales, de défis transnationaux, allant de l'énergie et du commerce au développement mondial et à l'intégration économique.

Qu'il me soit permis de rendre hommage à ses fondateurs, M. David Abshire et l'Amiral Arleigh Burke, pour nous avoir légué cette plateforme de réflexion, de recherche et d'analyse afin de produire des initiatives politiques qui projettent l'avenir et anticipent le changement.

Que cette auguste assemblée me permette également de remercier les organisateurs de cet échange, particulièrement Judd Duvermont et Catherine Chang qui ont rendu cette rencontre possible.

Je profite également de cette occasion pour saluer tous les participants à cet échange et vous remercier pour votre présence en ce lieu, malgré vos multiples occupations.

Mesdames et Messieurs,

La RDC, vaste territoire de 2 345 000 km² avec une population de plus de 80 millions d'habitants est à l'agonie. Elle continue de s'enfoncer de plus en plus dans la misère.

L'éducation de nos enfants se dégrade au fil des années, la santé publique et la couverture médicale sont quasi inexistantes, l'accès à l'eau potable et à l'électricité est un cauchemar pour la majeure partie de la population. Le réseau routier, en total délabrement, est un frein pour le développement. L'agriculture, autrefois fleuron de l'économie du Congo est complètement abandonnée et l'administration publique est totalement corrompue. Le secteur minier, mal géré, continue à faire l'objet de pillage par des prédateurs de l'économie congolaise, prédateurs aussi bien nationaux qu'étrangers, et aucun signe d'industrialisation ne pointe à l'horizon. L'insécurité bat son plein surtout dans l'Est du pays notamment au Kivu et en Ituri. L'épidémie d'Ebola devient un casse-tête pour le pays mais la population ne semble pas la prendre au sérieux. Jusque-là, on a dénombré 1044 cas, dont 652 décès et 325 personnes guéries.

Je me suis personnellement rendu à Butembo au Nord Kivu en février dernier et j'ai lancé un message à la population afin qu'elle prenne toute la mesure de la menace posée par le virus et prenne celui-ci au sérieux. Je me suis également rendu au centre de riposte pour encourager ces hommes et femmes courageux qui font un travail remarquable.

Mesdames et Messieurs,

Après 2 ans d'attente, finalement, le 30 décembre 2018, dans l'espoir d'une alternance démocratique réelle et porteuse de changement, le peuple congolais s'est rendu aux urnes pour élire son nouveau Président de la république ainsi que ses députés nationaux et provinciaux ; malgré le débat sur le fichier électoral et l'utilisation de la machine à voter. Rappelez-vous, que le fichier électoral contient 10 millions d'électeurs fictifs et le vote électronique est interdit par la loi électorale.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier, la Commission électorale a tout simplement fabriqué les résultats qu'elle a publiés, en ignorant cyniquement la souveraineté du peuple congolais. Ces résultats étaient contraire au choix exprimé par la population pour toutes les trois élections (présidentielle, législatives nationales et législatives provinciales).

Nous avons saisi la Cour Constitutionnelle pour le recomptage des voix, mais les juges de la cour, obéissant à monsieur Kabila, ont violé leur mandat et ont refusé d'accéder à notre requête. En définitive, ils ont confirmé les résultats de la commission électorale et par la même occasion décrédibilisé l'institution.

Réunis à Addis-Abeba en Éthiopie le 17 Janvier 2019 pour examiner la situation en RDC, les chefs d'État africains avaient fait un pas dans la bonne direction, en appelant les autorités congolaises à "s'abstenir de proclamer les résultats définitifs des élections du 30 décembre 2018" en attendant la venue à Kinshasa, en toute urgence, d'une délégation de haut niveau comprenant le Président de l'Union Africaine, le Président de la Commission de l'Union Africaine, ainsi que d'autres chefs d'État et de gouvernement, « expressément pour dialoguer avec toutes les parties prenantes congolaises, en vue de parvenir à un consensus sur le moyen de sortir de la crise post-électorale dans le pays ».

La fin de non-recevoir essuyée par cette initiative continentale a jeté un discrédit sans précédent à l'endroit de l'Union Africaine. Le silence des chefs d'État d'Afrique devant cette imposture électorale est angoissant. Et aujourd'hui plus qu'hier les congolais se demandent : à quoi servent les élections en RDC.

Aujourd'hui nous avons:

Un président nommé à la tête de l'État qui a obtenu moins de 17% à l'élection présidentielle, incapable de mener à bien les réformes structurelles, car ne possédant ni majorité parlementaire, ni contrôle des provinces.

En conséquence, le pays est plongé dans une nouvelle crise de légitimité. Celle-ci plus grave que les précédentes car sous couvert d'un étiquetage démocratique. Or, ce qui s'est passé en RDC est une défaite de la démocratie, comme l'ont rappelé Messieurs Alain Doss et Mo Ibrahim dans une tribune signée conjointement. Il est difficile pour un peuple d'accepter une telle humiliation. Le déni de vérité a laissé la vaste majorité des congolais dans une grande frustration, toujours présente et très prononcée 3 mois après les élections du 30 décembre 2018.

Aujourd'hui, trois mois après les élections et deux mois après la prestation de serment de Monsieur Felix Tshisekedi, il n'y a toujours pas de premier ministre nommé pour former un gouvernement. Les violences qui ont éclaté dans plusieurs endroits du pays suite aux résultats des élections sénatoriales et où l'on a dénombré un mort en disent long sur les attentes d'un peuple qui comprend jour après jour que "l'alternance pacifique" qu'on veut leur vendre n'est rien d'autre qu'une nouvelle extension accordée au système Kabila. Un système qui n'a pas été en mesure d'apporter des solutions au peuple en 18 ans, n'en apportera pas sous couvert d'un Président-étiquette. La continuité du système Kabila à travers monsieur Tshisekedi permettra aux prédateurs de tout bord de poursuivre l'entreprise de corruption ainsi que le pillage des matières premières du pays ; l'insécurité institutionnelle poussera tout le monde à l'expectative et n'encouragera pas les investisseurs sérieux à venir en RDC. En somme, Kabila ne voudra pas que Tshisekedi réussisse là où lui a échoué. Tous deux chercheront à avoir un équilibre instable. Et vont jouer au « stop and go ».

Ce dont le Congo a besoin pour aller de l'avant ce sont des fondamentaux. Pour envisager un avenir meilleur pour le Congo, il est important de garder à l'esprit l'exposé des motifs de notre Constitution qui stipule : "Depuis son indépendance, le 30 Juin 1960, la RDC est confrontée à des crises politiques récurrentes dont l'une des causes fondamentales est la contestation de la légitimité des institutions et de leurs animateurs."

Aujourd'hui, malgré les enseignements de l'histoire, les partenaires de la RDC ont choisi l'expédience politique au lieu de la rigueur morale. Pourtant, seul le respect strict des règles du jeu démocratique permettra d'éviter une instabilité future.

La légitimité est le socle sur lequel se base l'action d'un exécutif. En l'absence de celle-ci, on peut parler de gouvernance par défi. Et défier son peuple est tout sauf porteur de résultats positifs en terme d'économie et de social. Le mot démocratie veut dire le pouvoir qui vient du peuple. C'est l'adhésion d'une population à une vision et à un programme.

Pendant la campagne ma coalition a été la seule à publier et à articuler un programme cohérent et chiffré. Le programme prévoit d'investir dans le Citoyen comme base pour développer la RDC. C'est un ambitieux programme de 126 milliards de dollars sur 5 ans conçu pour redynamiser l'économie congolaise et doter le pays de structures adéquats pour mener à bien ses ambitions.

Voici quelques axes principaux qui méritent une attention particulière :

- Éducation : Dans les années 60 l'État congolais mobilisait 26 à 30% du budget national à l'éducation. Aujourd'hui l'État alloue à seulement 8% de son budget à l'éducation. Les investissements dans le capital humain sont une condition sine qua non du développement de la RDC.
- État de droit et la justice : tant que la culture de l'impunité tant pour les crimes économiques que pour les crimes de sang régnera en RDC on ne pourra pas progresser.
- La paix et la sécurité : La sécurisation des populations de l'Est et l'anéantissement de tous les groupes armés est un passage obligatoire pour amorcer le décollage du pays. A cet effet, une réforme en profondeur de l'armée et des services de sécurité s'impose et la MONUSCO doit être dotée d'un nouveau mandat plus en phase avec les exigences du terrain.
- Diversification de l'économie : le Congo tire la majeure partie de ses devises de l'exportation de ses ressources minières. Il est important de se projeter vers l'avenir et développer des secteurs où nous pouvons avoir des avantages comparatifs comme l'agriculture et l'énergie.
- Amélioration du climat des affaires : la rationalisation des démarches administratives et une lutte sans pitié contre la corruption sont nécessaires pour créer la confiance et attirer les investisseurs et une fiscalité de développement est également nécessaire.
- Aménagement du territoire : Le Congo étant un pays grand comme quasiment 4 fois le Texas, son potentiel ne pourra être exploité que si les 4 coins du pays sont reliés par des axes routiers et ferroviaires modernes qui permettent le transport rapide des biens et des personnes.
- Environnement et changement climatique : En tant que deuxième poumon de l'humanité, nous sommes dans l'obligation de veiller à la santé de notre écosystème pour le bien de l'humanité. Si les économies occidentales ont basé leur développement et leur croissance sur les énergies fossiles, nous pouvons innover et baser la nôtre sur les énergies renouvelables.

Il est clair que dans l'état actuel des choses rien de tout ce que je viens d'énoncer ne semble probable. Je suis de nature optimiste mais, en toute honnêteté, j'ai du mal à voir comment on peut bâtir un pays digne et prospère sur la base du mensonge, du faux et de la corruption, à commencer par le plus haut sommet de l'état.

Néanmoins, je pense qu'il y a une solution à la crise actuelle, qui si menée à bien, avec le concours de la communauté internationale, pourrait remettre le train RDC sur les rails après le déraillement engendré par de mauvaises élections.

Si le recomptage n'est plus possible au motif que les procès-verbaux ont disparu, je propose la solution suivante:

Organiser un dialogue entre les parties prenantes pour décider de l'organisation, après une période de 12 à 18 mois de nouvelles élections (toutes les élections) afin de faire triompher la volonté du peuple par la vérité des urnes. Pendant cette période, l'on devra créer une institution étatique appelée **Conseil National des Réformes Institutionnelles** qui sera gérée par Lamuka et qui se chargera d'opérer des réformes afin de permettre les élections transparentes, crédibles et apaisées.

Le **Conseil National des Réformes Institutionnelles** opérera les réformes notamment dans les domaines suivants:

- La commission électorale
- La Cour Constitutionnelle
- Les services de sécurité
- La lutte contre la corruption

Je profite de cette occasion pour rappeler que les règles de la démocratie doivent s'appliquer partout de la même façon. Et qu'il ne peut y avoir de double standard. La règle en démocratie c'est que le gagnant obtient 50 + 0.1 et non pas que le perdant gagne.

Je vous remercie.

Martin Madidi Fayulu
Lundi 4 Avril 2019
CSIS, Washington DC